

Dans ce numéro

- Cabinets ministériels _____ p. 2
- Administrations, Diplomatie _____ p. 2 à 4
- Territoires, Préfectures _____ p. 4 à 6
- Entreprises, Médias _____ p. 6 à 7
- Portrait de Gabriel Ferriol _____ p. 8

LA LETTRE DU POUVOIR

Hebdomadaire n°1034 / 8 novembre 2021

Mairie de Marseille

Suite au changement de fonction de Benoît Quignon, désormais délégué général auprès du maire et chargé d'une mission de réflexion stratégique sur l'évolution institutionnelle de la ville de Marseille au sein du territoire métropolitain, **Didier Ostré** est promu directeur général des services de la ville de Marseille. **Antoine François** fait quant à lui son arrivée au sein du cabinet de Benoît Payan comme directeur adjoint.



2021).

• Didier Ostré

Biographie : Né en 1965. Maîtrise d'AES, Université de Rennes.

Directeur de l'enfance et du projet éducatif à la mairie de Nanterre (2001-2003) ; directeur général adjoint des services de la mairie de Clichy-sous-Bois (2003-2007) ; directeur général des services de la mairie de Bondy (2007-2014) ; directeur général des services de la mairie de Bagnolet (2014-2018) ; directeur général adjoint de l'Association des Maires de France (2018-2021) ; directeur général adjoint des services (*La ville plus juste, plus sûre et plus proche*) de la ville de Marseille (juin à octobre



• Antoine François

Biographie : Né en 1974. Diplôme de langues étrangères appliquées.

Chargé de mission au comité de développement économique d'Eure-et-Loir (1995-1997) ; assistant parlementaire de François Huwart, député d'Eure-et-Loir (1997-1999) ; chargé de mission, chargé des affaires réservées et de la circonscription au cabinet de François Huwart, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur (1999-2002) ; chef de cabinet au conseil régional du Centre (jusqu'en 2008) ; directeur de cabinet du président du Conseil régional du Centre-Val-de-Loire (2008-2020).

ARCEP

Olivier Corolleur fait son retour à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques, des Postes et de la distribution de la presse en tant que directeur général adjoint.



• Olivier Corolleur

Biographie : Né le 16 février 1979. Ecole Polytechnique (1998) ; Ecole nationale supérieure des télécommunications (2003).

Secrétaire du Réseau national de recherche en télécommunications (2003-2005) ; chargé de mission *pôles de compétitivité* à la direction générale des entreprises, ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (2005-2007) ; chef du bureau des technologies et des réseaux à la direction générale des médias et des industries culturelles du ministère de la Culture et de la Communication (2007-2010) ; adjoint du directeur du spectre et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (2010-2012) ; chef de l'unité réglementation et gestion du spectre de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (2010-2012) ; directeur des affaires économiques et de la prospective à l'ARCEP, Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (2012-2014) ; directeur des services de communications électroniques et des relations avec les consommateurs à l'ARCEP (2014-2016) ; directeur Internet et utilisateurs de l'ARCEP (2016) ; sous-directeur des communications électroniques et des postes, au service de l'économie numérique de la direction générale des entreprises (juillet 2016-novembre 2021).

Centre Français d'exploitation du droit de Copie

Laura Boulet est nommée directrice générale du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie.



• Laura Boulet

Biographie : DEA, propriété intellectuelle (1999) ; master, droit européen/droit de la concurrence (2008).

Avocate spécialisée en droit de la propriété intellectuelle au cabinet D.Elkrief - cabinet Nataf et Fajgenbaum (2000-2002) ; Juriste à l'Union des annonceurs (2003-2008) ; responsable juridique (2008-2010) ; puis directrice juridique (2010-2012) ; directrice des affaires publiques et juridiques puis directrice des affaires publiques juridiques et éthiques à l'Union des Annonceurs (2012-2018) ; directrice générale adjointe affaires publiques et développement de l'Union des annonceurs devenue en 2019 Union des marques (novembre 2018-octobre 2021).

Accor

Alexandre Archier est le nouveau directeur des affaires publiques Groupe d'Accor.



• Alexandre Archier

Biographie : Master en affaires publiques, IEP Paris (2001).

Chargé de mission chez Air France (2003-2004) ; directeur adjoint à la chambre de commerce franco-américaine (2004-2005) ; chargé d'études affaires économiques au Sénat (2006) ; chargé de mission au Service d'Information du Gouvernement (2006-2007) ; assistant parlementaire de Françoise Férat, sénatrice de la Marne (2007-2009) ; délégué aux relations institutionnelles puis responsable des affaires gouvernementales chez Arianespace (2010-2016) ; directeur des affaires publiques d'Arianespace (2016-2019) ; directeur adjoint des relations institutionnelles d'Accor (octobre 2019-novembre 2021).

Bibliothèque Nationale de France

Kevin Riffault est promu directeur général de la BNF à compter du 15 novembre. Il prend la succession de Denis Bruckmann.



• Kevin Riffault

Biographie : Né en 1977. IEP (1999) ; ENA, promotion *Leopold Sédar Senghor* (2004).

Chef du bureau des ressources humaines (2004-2006) puis chef du bureau des musées à la direction des affaires culturelles de la ville de Paris (2006-2009) ; consultant chez Monitor Group (2009-2010) ; adjoint au sous-directeur de la politique des musées à la direction générale des patrimoines (2010-2013) ; sous-directeur des affaires financières et générales à la direction générale des patrimoines (2013-2019) ; directeur général adjoint et directeur de l'administration et du personnel de la BNF (mai 2019-novembre 2021).

Besoin de mettre à jour vos contacts institutionnels ?

Découvrez nos solutions digitales

180.000 dirigeants suivis

55.000 organismes

Mises à jour quotidiennes
Facilité d'utilisation

Des solutions sur-mesure pour optimiser vos relations institutionnelles



Editions du Pouvoir
Contact : Carole Gorain
infos@editionsdupouvoir.fr
Tél. : 01 42 46 58 10

LA LETTRE DU POUVOIR

10, rue du Laos - 75015 Paris
Tél 01 42 46 58 10 - Fax 01 40 22 07 18

Directeur de la publication : Romain Chetaille
Abonnement (un an) : 581 euros TTC
Numéro ISSN : 1244-2445

E-mail : lettredupouvoir@editionsdupouvoir.fr
www.leguidedupouvoir.fr



© L'autorisation d'effectuer des reproductions, par reprographie ou dans le cadre d'un panorama de presse diffusé sur intranet, doit être obtenue auprès du Centre Français du droit de Copie (CFC).

Cabinets ministériels

Cabinet de Bruno Le Maire

Axel Busque est nommé conseiller en charge de la communication numérique au cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance.



• **Axel Busque**

Biographie : Master 2 médias et mondialisation, université Paris II Panthéon-Assas (2017).

Chargé de communication média au ministère des Solidarités et de la Santé (2017-2018) ; chargé d'analyses média et réseaux sociaux au ministère de l'Économie et des Finances (2019-2020) ; responsable de la communication numérique du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance (juillet 2020-novembre 2021).

Cabinet d'Elisabeth Borne

Claire Cussemame remplace Charlotte Mailly en tant que cheffe du cabinet d'Elisabeth Borne, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.



• **Claire Cussemame**

Biographie : Née en 1991. Master en affaires internationales, IEP Paris (2013) ; master en communication d'entreprise et marketing, CELSA (2015).

Responsable partenariats dans le marketing digital chez Rocket Internet SE, Allemagne (2016-2018) ; déléguée générale adjointe des JAM (Jeunes Avec Macron), responsable de la communication du mouvement jeunesse (2018-2019) ; collaboratrice parlementaire de Pacôme Rupin, député de Paris (2019) ; conseillère presse et engagement écologique au cabinet de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (2019-2020) ; conseillère communication au cabinet de Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées, chargée de la Mémoire et des Anciens Combattants (2020-2021) ; cheffe adjointe de cabinet, en charge des élus locaux et des territoires auprès d'Elisabeth Moreno, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les Femmes et les Hommes, de la Diversité et de l'égalité des chances (mai à novembre 2021).

Cabinet d'Amélie de Montchalin

Nicolas Proust succède à Guillaume Clédière comme conseiller collectivités et fonction publique territoriales au cabinet d'Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques.



• **Nicolas Proust**

Biographie : Né en 1982. Licence d'histoire, université Paris-Sorbonne (2004) ; master 2 affaires publiques, IEP Paris (2007) ; diplômé de l'INET (2008).

Directeur adjoint de l'insertion et de l'habitat au conseil départemental de Seine-et-Marne (2008-2011) ; directeur des solidarités et de la coopération au centre communal d'action sociale de Montreuil (2011-2014) ; directeur général adjoint des services de Montreuil (2014-2017) ; directeur général des services de la ville de Montreuil (décembre 2017-novembre 2021).

Administrations et établissements publics

Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Guillaume Clédière quitte le cabinet d'Amélie de Montchalin et rejoint l'ANCT. Il devient directeur du programme France Services, poste occupé précédemment par Pierre Bouillon, désormais chef du pôle Idées & International de La République en Marche.



• **Guillaume Clédière**

Biographie : Né le 13 avril 1983. Université de Bristol (UK) (2004) ; IEP Bordeaux (2008) ; Inet (2009). Administrateur territorial hors classe.

Chargé de mission auprès du directeur général des services de la Ville de Pantin (2009-2011) ; directeur de l'organisation et de la stratégie, Communauté d'agglomération Est Ensemble (2011-2014) ; directeur général de la Communauté d'agglomération de Clichy-sous-Bois/Montfermeil (2014-2016) ; directeur général des services de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est (2016-2019) ; directeur général des services de l'établissement public territorial Est Ensemble (2019-2020) ; conseiller collectivités et fonction publique territoriales au cabinet d'Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques (octobre 2020-novembre 2021).

Direction de la Sécurité sociale

Jean-Luc Izard est nommé conseiller sur les questions relatives à l'action territoriale des organismes de sécurité sociale auprès du directeur de la Sécurité sociale, Franck Von Lenep.



• Jean-Luc Izard

Biographie : Né en 1960. IEP Bordeaux. Administrateur civil. Chef du bureau de la transfusion sanguine et des produits biologiques à la direction générale de la Santé (1996-2000) ; adjoint au sous-directeur du financement du système de soins à la direction de la Sécurité sociale (2000-2002) ; directeur de l'administration générale de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (2002-2005) ; chef de la division des affaires communautaires et internationales à la direction de la Sécurité sociale (2005-2007) ; sous-directeur de l'accès aux soins, des prestations familiales et des accidents du travail à la direction de la Sécurité sociale (2007-2008) ; sous-directeur des retraites et des institutions de la protection sociale complémentaire à la direction de la Sécurité sociale (2008-2012) ; directeur de la CRPCEN, caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (2012-2014) ; membre du Comité de sélection interministériel portant statut particulier du corps des administrateurs civils (2013) ; président du conseil d'administration du Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (2015-2017) ; directeur du GIP, groupement d'intérêt public *Union Retraite* (2014-2017) ; secrétaire général auprès de Jean-Paul Delevoye, Haut-commissaire à la réforme des Retraites (2017-2019) ; directeur du cabinet de Jean-Paul Delevoye, Haut commissaire aux Retraites (2019) ; directeur adjoint du cabinet d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé (2019-2020) ; directeur du cabinet de Laurent Pietraszewski, secrétaire d'Etat chargé des Retraites (2019-2020) ; directeur adjoint du cabinet d'Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé (2020) ; directeur adjoint en charge des retraites au cabinet d'Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé (2020) ; directeur du cabinet de Laurent Pietraszewski, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargé des Retraites et auprès de la ministre du Travail, chargée de la Protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19 (2020) ; directeur du cabinet de Laurent Pietraszewski, secrétaire d'Etat auprès de la ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, chargé des Retraites et de la Santé au travail (juillet 2020-octobre 2021).

Direction générale des entreprises

Thomas Gouzènes est nommé au poste nouvellement créé de sous-directeur de la politique industrielle au sein du service de l'industrie de la direction générale des entreprises. **Antoine Jourdan** remplace quant à lui Olivier Corolleur au poste de sous-directeur des communications électroniques et des postes au sein du service de l'économie numérique.



• Thomas Gouzènes

Biographie : Né en 1984. Ecole Polytechnique (2003) ; Telecom Paris (2008). Chargé de mission nouvelles régulations au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (2008-2010) ; adjoint au chef de l'unité opérateurs mobiles à l'ARCEP, Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (2010-2012) ; chef de l'unité réglementation du spectre et relation avec les équipementiers de l'ARCEP (2012-2015) ; chef du département développement économique, compétitivité, international à la DIRECCTE d'Île-de-France (2015-2020) ; secrétaire général du Conseil national de l'Industrie (juin 2020-novembre 2021).



• Antoine Jourdan

Biographie : Né le 16 décembre 1985. Ecole Polytechnique (2005) ; master en politique de l'énergie et de l'environnement, université de Cambridge (2009) ; ENA, promotion *Clemenceau* (2018). Chargé de travaux dirigés à Supélec (2009-2010) ; chargé de cours à l'ESSEC Business School (2009-2010) ; consultant chez BTS France (2009-2013) ; chargé de mission à l'ARCEP (2014-2016) ; stage ENA réalisé au sein de l'unité analyse économique et instruments financiers de la Commission européenne, puis chez Arismore, puis à la préfecture des Hauts-de-Seine (2017-2018) ; chef de projet régulation numérique au service de l'économie numérique de la direction générale des entreprises (2019-2020) ; directeur de projets santé au service de l'industrie de la direction générale des entreprises (mai 2020-novembre 2021).

Inspection générale des affaires étrangères

Stéphane Visconti rejoint l'Inspection générale des affaires étrangères.



• Stéphane Visconti

Biographie : Né le 4 octobre 1962 à Paris. Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales ; diplôme supérieur de russe des affaires ; Essec. Cadre d'entreprise. Attaché commercial au consulat de France à Vancouver (1985-1986) ; consultant associé à la direction de la stratégie de Booz-Allen & Hamilton Inc. (1987-1989) ; directeur adjoint du développement international du Club Méditerranée (1989-1994) ; responsable de la cellule budgétaire et financière de la direction des Nations-unies et des organisations internationales du ministère des Affaires étrangères (1994-1995) ; puis à la sous-direction des questions politiques (1995-1997) ; chargé du cérémonial et du protocole au ministère des Affaires étrangères (1997) ; conseiller technique, chargé des affaires diplomatiques et des affaires internationales au cabinet de Lionel Jospin, Premier ministre (1997-2002) ; consul général à Munich (2007-2011) ; ambassadeur de France en Lettonie (2013-2016) ; ambassadeur pour le partenariat oriental de l'Union européenne et de la Mer Noire, co-président du Groupe Minsk (octobre 2016-novembre 2021).

IGN

Guillaume Mellier est nommé à compter du 1er décembre directeur des programmes et de l'appui aux politiques publiques de l'IGN, l'Institut national de l'information géographique et forestière. Il prend la succession de Magali Stoll, promue DGA cet été.



• Guillaume Mellier

Biographie : Né le 29 décembre 1979. Ecole Polytechnique (1999) ; Ponts ParisTech (2004). Responsable du point d'appui national au centre d'études techniques de l'équipement de l'Ouest (2005-2009) ; chef de l'unité services de capacités et de téléphonie fixe de l'ARCEP, Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (2010-2011) ; chef de l'unité marché mobile de l'ARCEP (2011-2014) ; directeur adjoint de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'ARCEP (2014-2016) ; directeur de la fibre, des infrastructures et des territoires de l'ARCEP (juillet 2016-novembre 2021).

Direction générale de la police nationale

Frédéric Dupuch est nommé conseiller stratégie et prospective de la police nationale, chef de projet direction départementale de la police nationale au sein de la DGPN.



• Frédéric Dupuch

Biographie : Né le 21 juillet 1959 à Paris. Sous-chef de la brigade de répression du proxénétisme à Paris (1989-1994) ; adjoint chef de la brigade de répression du banditisme (1994-1996) ; chef de la 3ème division de la police judiciaire de Paris (1996) ; chargé de mission auprès du directeur de la police judiciaire à la préfecture de police (1996-1999) ; chef du service de prévention, d'étude et d'orientation anti-délinquance à la direction de la police urbaine de proximité de la préfecture de police de Paris (1999-2004) ; puis adjoint au sous-directeur de la police territoriale (2002-2005) ; sous-directeur du service régional de la police des transports à la direction de la police urbaine de proximité de la préfecture de police de Paris (2005-2006) ; sous-directeur de l'immigration irrégulière et des services territoriaux à la direction centrale de la police aux frontières au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales (2006-2007) ; inspecteur général de la police nationale ; conseiller chargé de la sécurité au cabinet de Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales (2007-2009) ; directeur de l'Institut national de police scientifique (2009-2017) ; chef du service central de la police technique et scientifique (2017-2018) ; directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne à la préfecture de police de Paris (2018-2019) ; préfet national des directions territoriales de la police nationale (mai 2019-octobre 2021).

Secrétariat général du ministère de l'Education nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur

Suite au départ de Véronique Gronner partie diriger la chefferie du service des ressources humaines de Bercy, **Céline Kerenflec'h** est nommée cheffe de service, adjointe à la secrétaire générale du ministère de l'Education nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.



• Céline Kerenflec'h

Biographie : Née le 26 mai 1979. IEP Aix-en-Provence (2000) ; ENCORF (2002).

Enquêtrice concurrence à la direction nationale des enquêtes de concurrence, de consommation et de répression des fraudes (2002-2008) ; cheffe du pôle services de la direction départementale de la protection des populations de Seine-Saint-Denis (2009-2011) ; cheffe de la division concurrence de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur (2011-2014) ; inspectrice des finances (2015-2019) ; chargée de la mission jeunesse et sports au pôle action territoriale du secrétariat général du ministère de l'Education nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur (2019-2021) ; experte de haut niveau chargée de coordonner et d'animer des projets transversaux et majeurs auprès de la secrétaire générale du ministre de l'Education Nationale et du ministère de l'Enseignement Supérieur (juin à novembre 2021).

Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives

Le conseiller d'Etat **Jacques Reiller** a été nommé président de la commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives.



• Jacques Reiller

Biographie : Né le 11 octobre 1953 à Poitiers (Vienne). ENS Ulm ; agrégation de lettres modernes ; IEP Paris ; ENA, promotion *Droits de l'Homme* (1981). Haut fonctionnaire.

Directeur de cabinet du préfet de la Sarthe (1981-1983) ; directeur de cabinet du préfet du Val-de-Marne (1983-1985) ; secrétaire général de la préfecture de la Mayenne (1985-1986) ; directeur du cabinet de Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires sociales, puis secrétaire d'Etat chargé de la Consommation, de la Concurrence et de la Participation (1986-1988) ; deuxième conseiller à l'ambassade de France en Algérie (1988) ; sous-directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur (1991-1995) ; directeur du cabinet de Jean Arthuis, ministre du Développement économique et du Plan (1995) ; conseiller auprès de Jean Arthuis, ministre de l'Economie, des Finances et du Plan (1995) ; préfet du Territoire de Belfort (1995-1997) ; préfet hors-cadre chargé de mission auprès de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur (1997-1998) ; directeur du centre d'études et de prévision du ministère de l'Intérieur (1998-2003) ; préfet des Vosges (2003-2005) ; préfet de Charente-Maritime (2005-2008) ; préfet de l'Essonne (2008-2010) ; préfet de la Haute-Vienne (2011-2013) ; préfet de la région Limousin (juillet 2010-avril 2013) ; conseiller d'Etat (mai 2013-octobre 2021).

Autre(s) activité(s) en cours : Président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile (depuis juillet 2021).

Diplomatie

Ambassade de France en Belgique

François Sénémaud vient d'être nommé ambassadeur de France en Belgique et remplace ainsi Hélène Farnaud-Defromont, appelée à de nouvelles fonctions.



• François Sénémaud

Biographie : Né le 12 juin 1957 à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). IEP Paris (1980) ; DEA d'histoire (1982) ; ENA, promotion *Léonard de Vinci* (1985).

Directeur de cabinet du haut-commissaire en Nouvelle Calédonie (1985-1986) ; chef de la mission des affaires internationales au ministère des Dom-Tom (1986-1988) ; conseiller technique au cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur (1988-1990) ; deuxième conseiller à Amman (1990-1993) ; chargé de mission à la direction d'Afrique du nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères (1993-1995) ; deuxième conseiller à Madrid puis premier conseiller à Beyrouth (1995-2002) ; chef du service de la stratégie, des moyens et de l'évaluation au ministère des Affaires étrangères (2002-2005) ; directeur du Centre d'accueil de la presse étrangère (2005-2008) ; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Laos (2008-2012) ; ambassadeur chargé de l'Office méditerranéen de la jeunesse (2012) ; directeur du renseignement à la DGSE (2012-2016) ; ambassadeur de France en Iran (2016-2018) ; ambassadeur de France en Syrie (juin 2018-novembre 2021).

Consulat général de France à Rio de Janeiro

Gérard Maréchal est nommé consul général de France à Rio de Janeiro.



• Gérard Maréchal

Biographie : Né le 23 août 1959. Ecole militaire interarmes de Saint-Cyr ; diplôme d'Etat-major.

Commandant des transmissions ; deuxième conseiller à l'ambassade de France à Mexico (2005-2008) ; consul général adjoint de France à Londres (2008-2012) ; chef du bureau des concours et examens professionnels à la sous-direction de la formation et des concours à la direction des ressources humaines à la direction générale de l'administration et de la modernisation du ministère des Affaires étrangères (2012-2015) ; consul général de France à Mexico (2015-2019) ; conseillère études et analyses au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2019-2021) ; premier conseiller à l'ambassade de France en Norvège (septembre à novembre 2021).

Territoires

Conseil départemental de l'Ardèche

Marylène Mongalvy est la nouvelle directrice générale des services du conseil départemental de l'Ardèche, remplaçant Antonin Jimenez.



• Marylène Mongalvy

Biographie : Née en 1970.

Directrice de la communication au cabinet du président du conseil général des Yvelines (1999-2001) ; chargée des relations extérieures au cabinet du directeur général de l'INRS France (2001-2006) ; directrice du service aux entreprises à l'UPE13 (2006-2007) ; coordinatrice du pôle emploi, formation, solidarités (2007-2010) ; directrice de l'aménagement et de l'habitat au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (2010-2016) ; directrice générale adjointe chargée de l'aménagement du territoire et du développement durable de Région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur (2016-2018) ; directrice générale des services de la métropole du Grand Paris (2018-2019) ; directrice générale des services du conseil départemental de l'Yonne (septembre 2019-novembre 2021).

Conseil départemental de Saône-et-Loire

Laurent Draoulec est nommé DGS du conseil départemental de Saône-et-Loire suite au départ de Vincent Barbier pour la Collectivité européenne d'Alsace.



• Laurent Draoulec

Biographie : Diplôme de philosophie, université Grenoble II (2000) ; IRA Lyon (2008) ; INET (2015).

Directeur de Pizza Hut à Nice (1999-2005) ; consultant chez Speed Rabbit à Nice (2005) ; responsable du pôle budget-marchés au ministère du Budget (2009-2012) ; chargé de mission auprès du responsable du programme 221 au ministère de l'Economie et des Finances (2009-2013) ; directeur des finances au conseil départemental de Saône-et-Loire (2015-2019) ; directeur général adjoint aux ressources du conseil départemental de Saône-et-Loire (mars 2019-novembre 2021).

Conseil départemental de l'Eure

Alexis Adalla-Charpiot rejoint le conseil départemental de l'Eure, occupant le poste de directeur général adjoint délégué aux politiques sociales.



• Alexis Adalla-Charpiot

Biographie : Master en affaires publiques, IEP Paris (2009) ; master administration publique, université Paris I Panthéon-Sorbonne (2011).

Consultant junior chez Accenture (2007-2008) ; chef du cabinet du président et rapporteur économie de la connaissance de la Commission Attali pour la libération de la croissance française (2010) ; chef de projet d'évaluation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (2011) ; administrateur adjoint, chef de projet communication digitale au Sénat (2012) ; administrateur adjoint, chargé de mission procédure parlementaire au Sénat (2013) ; administrateur adjoint, chargé de mission pour la MCI filière viande en France et en Europe au Sénat (2013) ; administrateur adjoint, responsable marchés publics au Sénat (2013-2016) ; chef de projet pour la déclaration sociale nominative à la Délégation générale à l'emploi et la formation professionnelle (2016-2019) ; adjoint au directeur du pôle entreprise, emploi et économie de la DIRECCTE des Hauts-de-France (2019-2020) ; directeur général adjoint en charge du pôle solidarités du conseil départemental de l'Orne (octobre 2020-octobre 2021).

Mairie de Paris

Xavier Janc est nommé chef du service des aménagements et des grands projets de la ville de Paris.



• Xavier Janc

Biographie : Ecole des ingénieurs de la ville de Paris (1996) ; Ponts ParisTech (2001).

Chef de subdivision travaux au sein de la direction des parcs, jardins et espaces verts de la ville de Paris (1997-2000) ; chef de la 5ème section territoriale (8è, 17è et 18è arr) au sein de la direction de la voirie et des déplacements de la ville de Paris (2001-2008) ; adjoint à l'ingénieur général chef du service patrimoine de voirie de la ville de Paris (2008-2009) ; chargé de mission voirie et déplacements au secrétariat général de la ville de Paris (2009-2011) ; adjoint au chef (2011-2013) puis chef de la mission Berges de Seine au secrétariat général de la ville de Paris (2013-2017) ; directeur d'intervention voirie espaces publics pôle Ouest de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (2017) ; directeur des espaces publics de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (décembre 2017-octobre 2021).

Mairie de Fontenay-aux-Roses

Stéphanie Le Caloch étant devenue DGS de la ville de Publier, **Thomas Dubois** est nommé directeur de cabinet du maire de Fontenay-aux-Roses, Laurent Vastel (UDI)



• Thomas Dubois

Biographie : Né en 1981. Master 2 droit du commerce international, université Paris X Nanterre (1998).

Chargé de mission auprès d'un adjoint au maire de Paris (2000-2001) puis chargé de mission auprès du délégué général au partenariat et à la coopération de la ville de Paris (2001) ; directeur de cabinet du maire de La Garenne-Colombes (2001-2005) ; responsable de la communication à la mairie de Houilles (2006-2014) ; directeur de cabinet du maire d'Houilles (2006-2014) ; directeur de cabinet du maire de Conflans-Saint-Honorine (avril 2014-décembre 2020).

Direction départementale des finances publiques du Finistère

Détaché dans le corps des administrateurs des finances publiques, le préfet **Benoît Brocart** vient d'être nommé directeur départemental des finances publiques du Finistère. Il succède à Catherine Brigant, directrice régionale des finances publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur.



• Benoît Brocart

Biographie : Né le 24 août 1964 à Bergerac (Dordogne). Licence de droit ; IEP Paris ; ENA, promotion *Liberté, égalité, fraternité* (1989). Administrateur civil.

Directeur de cabinet du préfet de la Charente-Maritime (1989-1990) ; sous-préfet de Nantua (1990-1992) ; sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Haute-Loire (1992) ; chef de cabinet, chargé des questions internationales au cabinet d'Hervé de Charette, ministre du Logement (1993) ; directeur de cabinet du directeur de la Sécurité civile au ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (1993-1996) ; chef du bureau des personnels de l'administration centrale au ministère de l'Intérieur (1996-1998) ; sous-directeur de l'administration et de l'édition à la direction de La Documentation française (1998-2002) ; sous-directeur du budget et de la comptabilité à la direction générale du personnel, du budget, du matériel et du contentieux de la préfecture de police de Paris, puis sous-directeur des affaires financières (2002-2006) ; sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes (2006-2010) ; préfet du Territoire de Belfort (2010-2012) ; préfet de l'Allier (2012-2014) ; directeur de l'immigration (2014-2017) ; préfet de la Vendée (juillet 2017-novembre 2021).

Préfectures

Préfecture de la Manche

Frédéric Perissat remplace Gérard Gavory en tant que préfet de la Manche.



• Frédéric Perissat

Biographie : Né le 20 janvier 1960 à Saint-Mandé (Val-de-Marne). ENA, promotion *Victor Schoelcher* (1996).

Directeur du cabinet du préfet du Haut-Rhin (1996-1998) ; directeur de cabinet du préfet de la région Réunion, préfet de la Réunion (1998-2000) ; conseiller commercial à la direction des relations économiques extérieures au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (2000-2002) ; secrétaire général de la préfecture de l'Yonne (2002-2004) ; chef du bureau du management du corps préfectoral et des administrateurs civils à la direction de la modernisation et de l'action territoriale au ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (2004-2006) ; sous-directeur à l'action sociale à la direction des ressources humaines du ministère de l'Intérieur (2006-2011) ; secrétaire général de la préfecture de l'Isère (2011-2013) ; préfet des Ardennes (2013-2016) ; préfet des Landes (2016-2018) ; préfet de la Dordogne (novembre 2018-novembre 2021).

Préfecture de la Vendée

Gérard Gavory vient d'être nommé préfet de la Vendée, succédant à Benoît Brocart.



• Gérard Gavory

Biographie : Né le 6 octobre 1958 à Hazebrouck (Nord). DEA de droit public ; IRA de Lille.

Attaché puis attaché principal de préfecture ; détaché au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, adjoint au chef du bureau des pensions et allocations d'invalidité à Draguignan (1992-1993) ; chef du bureau des pensions et allocations d'invalidité à la DPFAS (1993-1996) ; administrateur civil, sous-préfet de Mirande (1996-1998) ; secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence (1998-2001) ; expert national détaché à la Commission européenne (2001-2004) ; directeur de cabinet du préfet du Val-d'Oise (2004-2007) ; sous-préfet de Calais (2007-2010) ; secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes (2010-2015) ; préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone sud-est, préfet de la région Rhône-Alpes (2015-2017) ; préfet de Haute-Corse (2017-2019) ; préfet de la Manche (mai 2019-novembre 2021).

Préfecture de l'Isère

Frédéric Bouteille remplace Denis Bruel au poste de directeur du cabinet du préfet de l'Isère.



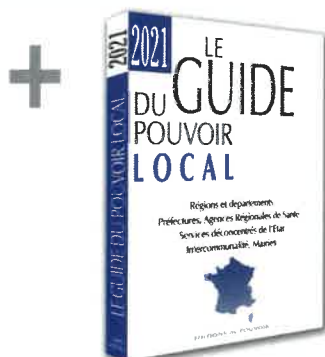
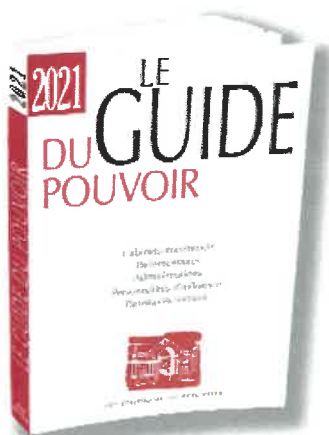
• Frédéric Bouteille

Biographie : ENA, promotion *Louise Weiss* (2017).

Chef d'entreprise (développement Web, maintenance de parc informatiques de PME) (2004-2007) ; chef de projet Web chez MRM/McCann Erickson Paris (2004-2011) ; secrétaire des systèmes d'information et des communication au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2011-2013) ; prépa ENA à l'IGPDE (2013-2015) ; secrétaire général de la direction régionale des Hauts-de-France de la CDC (2018) ; sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane (août 2018-novembre 2021).

5

Retrouvez tous les acteurs
du monde politique et
économique
dans l'édition 2021
du Guide du Pouvoir



- **Cabinets ministériels,**
- **Parlementaires nationaux,**
- **Hauts fonctionnaires,**
- **Partenaires sociaux, associations et fédérations,**
- **Think-tanks**
- **Acteurs des territoires**

Commandes sur le site
www.leguidedupouvoir.fr
ou contact :
administration@leguidedupouvoir.fr

Préfecture de la Dordogne

Suite au dernier Conseil des ministres, **Jean-Sébastien Lamontagne** est le nouveau préfet de la Dordogne.



• Jean-Sébastien Lamontagne

Biographie : Né le 25 septembre 1970 à Laxou (Meurthe-et-Moselle). DEUG de droit (1992) ; IEP Paris (1992) ; licence en droit (1993) ; ENA, promotion *Marc Bloch* (1997). Haut fonctionnaire.

Directeur de cabinet du préfet du Morbihan (1997-1999) ; sous-préfet de La Trinité, Martinique (1999-2002) ; expert national détaché, chargé des relations avec le Conseil à la Commission européenne (2002-2004) ; chef de cabinet de Brigitte Girardin, ministre de l'Outre-mer (2004-2005) ; chef de cabinet de Brigitte Girardin, ministre déléguée à la Coopération, au Développement et à la Francophonie (2005-2007) ; directeur adjoint de cabinet de Brigitte Girardin, ministre déléguée à la Coopération, au Développement et à la Francophonie (2007) ; conseiller (politique régionale et aménagement du territoire, relations avec la DIACT, Comité des régions) au service politique régionale à la Représentation de la France auprès de l'Union Européenne (jusqu'en 2014) ; directeur de cabinet du préfet de la région Île-de-France (2014-2016) ; secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis (2016-2019) ; préfet des Ardennes (novembre 2019-novembre 2021).

Préfecture des Ardennes

Alain Bucquet a été nommé en Conseil des ministres préfet des Ardennes, en remplacement de Jean-Sébastien Lamontagne.



• Alain Bucquet

Biographie : Né le 30 juin 1962 à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Maîtrise de droit public et de sciences politiques.

Commissaire central adjoint à la circonscription de sécurité publique de Gonesse (1988-1989) ; commissaire central adjoint à la circonscription publique de Cergy-Pontoise (1989-1994) ; commissaire principal, chef de la sécurité générale à la circonscription de sécurité publique du Havre (1994-1997) ; directeur du cabinet du préfet de la Haute-Corse (1997-1999) ; sous-préfet de Dôle (1999-2001) ; secrétaire général de la Préfecture de la Corrèze (2001-2004) ; sous-préfet de Riom (2004-2007) ; sous-préfet de Montluçon (2007-2010) ; sous-préfet d'Argenteuil (2010-2013) ; directeur adjoint du cabinet de la ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique (2013-2014) ; directeur adjoint de cabinet, chef du pôle Nouvelle organisation territoriale et de la République au cabinet de Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction Publique (2014) ; sous-préfet de Raincy (2014-2016) ; préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de l'Essonne (novembre 2016-novembre 2021).

Entreprises

Teneo

Franck Louvrier rejoint le groupe de conseil aux dirigeants Teneo comme senior advisor.



• Franck Louvrier

Biographie : Né le 30 mai 1968 à Nantes (Loire-Atlantique). DEUG de droit (1990) ; ESG Paris (1995). Cadre de la communication.

Assistant parlementaire d'Elisabeth Hubert, députée de Loire-Atlantique (1994-1995) ; chargé de mission presse au cabinet d'Elisabeth Hubert, ministre de la Santé publique et de l'Assurance maladie (1995) ; chargé de mission presse au cabinet de Dominique Perben, ministre de la Fonction Publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (1995-1996) ; chef du service de presse du RPR (1996-1999) ; chef de cabinet du maire de Neuilly-sur-Seine (1999-2002) ; conseiller pour la communication au cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (2002-2004) ; conseiller pour la communication au cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (2004) ; directeur de la communication de l'UMP (2004-2007) ; conseiller pour la presse et la communication au cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (2005-2007) ; chargé de la cellule presse pendant la campagne de Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle (2007) ; membre de l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle (2012) ; conseiller de Nicolas Sarkozy, Président de la République (2007-2012) ; président de Publicis Events (2012-2013) ; vice-président, responsable du pôle influence de Publicis Consultants (2013-2018) ; conseiller municipal de La Baule (2014-2020) ; directeur de la communication et des relations institutionnelles de la Métropole Nice-Côte-d'Azur (mai 2018-juillet 2020).

Autre(s) activité(s) en cours : Conseiller régional des Pays de la Loire, élu de Loire-Atlantique (depuis 2012) ; président du Comité régional du tourisme des Pays de la Loire (depuis février 2016) ; vice-président de la communauté d'agglomération de la Presqu'île de Guérande Atlantique, délégué au tourisme (depuis 2020) ; maire de La Baule-Escoubiac (depuis juin 2020) ; vice-président du conseil régional des Pays-de-la-Loire (depuis juillet 2021).

Rexel

Isabelle Hoepfner-Léger sera nommée secrétaire générale de Rexel à compter du 1er janvier 2022, en remplacement de Sébastien Thierry. **Constance Grisoni** a quant à elle pris son nouveau poste de directrice de la stratégie de Rexel.



• Isabelle Hoepfner-Léger

Biographie : LLM, université Louis-et-Maximilien de Munich (1997) ; DESS en droit européen des affaires, université Paris II Panthéon-Assas (1998) ; CAPA (1999).

Avocate au sein du cabinet d'avocats d'affaires NOMOS (1999-2001) ; avocate au sein du cabinet Baker & McKenzie (2001-2007) ; responsable juridique de la division produits de luxe de L'Oréal (2007-2010) ; directrice en charge du suivi des dossiers concurrence du groupe L'Oréal au niveau mondial et du déploiement des systèmes d'information et des outils digitaux de la direction juridique (2010-2013) ; directrice de la conformité de Saint-Gobain (2013-2018) ; directrice juridique de Saint-Gobain (octobre 2018-décembre 2021).

Autre(s) activité(s) en cours : Secrétaire du conseil d'administration de Rexel (à partir de janvier 2022) ; membre du comité exécutif de Rexel (à partir de janvier 2022).



• Constance Grisoni

Biographie : Ecole Polytechnique ; université de Cambridge. Consultante en stratégie et sciences des données au sein des bureaux londonien et parisien du Boston Consulting Group (2015-2020) ; chargée du développement et du déploiement de solutions d'intelligence artificielle chez Rexel (mars 2020-octobre 2021).

Autre(s) activité(s) en cours : Membre du comité exécutif de Rexel (depuis janvier 2022).

La Banque Postale

Le président Philippe Heim a nommé deux nouveaux DGA afin de renforcer l'équipe de direction dans le cadre du plan stratégique 2025-2030. **Zakaria Moursli** devient directeur général adjoint en charge des systèmes d'information, de l'innovation, de la data et de l'accélération de la transformation digitale tandis que **Pierrine Kaltwasser** est promue directrice générale adjointe en charge des risques, de la conformité et de la supervision du conglomérat de La Banque Postale.



• Zakaria Moursli

Biographie : ENSEIRB-MATMECA (1993) ; master management & science, Cranfield university (1995).

Chef de projet informatique chez Safran (1993-1996) ; responsable du pôle de développement du e-commerce chez Neuronex (1996-1997) ; directeur des systèmes d'information de la branche énergie de Bergerat Monnoyeur (1997-2000) ; directeur de la région Aquitaine et Poitou-Charentes de la SSI Homsys (2000-2002) ; responsable du département architectures techniques des projets métiers et du socle multicanal de La Banque Postale (2002-2006) ; responsable du département des architectures techniques et des infrastructures de La Banque Postale (2006-2009) ; directeur informatique de la distribution multicanale et de la banque en ligne de La Banque Postale (2009-2013) ; directeur informatique de la distribution multicanale réseaux banque de détail de la Société Générale (2013-2015) ; directeur des systèmes d'informations banque de détail France de la Société Générale (2015-2017) ; DSI des réseaux de banque de détail France Société Générale, Crédit du Nord et Banque Privée (janvier 2017-novembre 2021).



• Pierrine Kaltwasser

Biographie : Née en 1980. Ecole Polytechnique ; ENSAE. Chargée de mission à l'Agence financière de l'Ambassade de France aux États-Unis (2004-2005) ; commissaire-contrôleur des assurances à l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (2005-2009) ; officie au sein de l'équipe Solvabilité 2 en charge des sujets relatifs au contrôle des groupes à l'European Insurance and Occupational Pensions Authority (2009-2011) ; cheffe de service chargée de groupes mutualistes systémiques à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (2011-2014) ; cheffe de division de la direction générale de la supervision microprudentielle de la Banque Centrale Européenne (2014-2018) ; directrice de la gestion du capital et du conglomérat à La Banque Postale (2018-2020) ; directrice des risques groupe de La Banque Postale (février 2020-novembre 2021).

Nexity

Stéphane Dalliet est promu directeur général du pôle immobilier résidentiel de Nexity.



• Stéphane Dalliet

Biographie : Né en 1972. ESTP (1995) ; HEC (1996).

Directeur du développement chez Bouygues Immobilier (jusqu'en 2008) ; directeur du développement de Kaufman & Broad (2008-2011) ; directeur d'Altarea Cogedim Ile de France (2011-2015) ; président d'Altarea Cogedim Ile de France (2015-2018) ; président-directeur général de Pitch Promotion chez Altarea Cogedim (2019-2021) ; directeur général délégué du pôle immobilier résidentiel de Nexity (juin à novembre 2021).

Société Générale

La Société Générale a annoncé la nomination de **Claire Dumas** en tant que directrice financière du groupe à compter du 1er décembre. Elle succède à William Kadouch-Chassaing.



• Claire Dumas

Biographie : Née le 23 avril 1969. EDHEC (1992) ; INSEAD (2010).

Manager au sein du département banques et institutions financières de Deloitte (1992-1998) ; a occupé différents postes à la Société Générale Corporate and Investment Banking (1998-2005) ; adjointe au responsable mondial des opérations sur dérivés sur actions et indices et cash equity de la Société Générale CIB (2005-2009) ; adjointe au directeur des risques opérationnels du groupe Société Générale (2009-2011) ; directrice des risques opérationnels du groupe Société Générale (2011-2014) ; directrice du programme ERM, Entreprise risk management à la Société Générale (2011-2014) ; directrice financière de la banque de détail en France de la Société Générale (2014-2017) ; directrice financière déléguée du groupe Société Générale, en charge de l'ensemble des activités de banque de détail et de services financiers (décembre 2017-novembre 2021).

Eurazeo

William Kadouch-Chassaing rejoindra Eurazeo en mars 2022 en tant que directeur général finances et stratégie à l'issue du mandat de Philippe Audouin comme membre du directoire.



• William Kadouch-Chassaing

Biographie : Né le 2 janvier 1969. Master d'histoire, ENS Fontenay-Saint Cloud (1993) ; IEP Paris (1994).

Economiste et stratégeste de marché chez JP Morgan (1996-1997) ; conseiller au sein du département de fusions-acquisitions de JP Morgan à Paris (1998-1999) ; chargé de la couverture des groupes médias en Europe chez JP Morgan à Londres (1999-2007) ; banquier-conseil chargé d'un portefeuille de grands clients à la Société Générale CIB (2007-2013) ; membre du comité de direction de la Société Générale (2013-2021) ; directeur financier délégué, directeur de la stratégie de la Société Générale (2013-2018) ; directeur financier du groupe Société Générale (2018-2020) ; directeur général adjoint en charge des finances de la Société Générale (septembre 2020-novembre 2021).

Communication / Médias

L'Express

Le directeur de la rédaction Eric Chol a nommé **Hamdam Mostafavi** directrice du développement éditorial de L'Express.



• Hamdam Mostafavi

Biographie : Licence d'anglais, université Paris IV (2003) ; IPJ (2004).

Journaliste spécialisée du Moyen-Orient du *Courrier International* (2004-2011) ; responsable éditoriale du site internet du *Courrier International* (2011-2015) ; rédactrice en chef adjointe du *Courrier International* (2015-2017) ; rédactrice en chef du *Courrier International* (2017-2020) ; rédactrice en chef adjointe de l'express.fr (2020-2021) ; rédactrice en chef de l'hebdomadaire L'Express, chargée du bimédia (mars à novembre 2021).

Gabriel Ferriol

Décrypté

Par Paul Sugy

Son parcours le désignait comme l'homme de la situation. N'avait-il pas navigué entre la technologie, le Renseignement et la bonne gestion publique ? Voilà comment Gabriel Ferriol a naturellement été choisi par le Premier ministre comme directeur de la nouvelle agence Viginum, chargée de la lutte contre les ingérences numériques étrangères.



Gabriel Ferriol

Gabriel Ferriol, Directeur de Viginum, service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques extérieures (depuis octobre 2021).

Né le 29 janvier 1977. ENST (2000) ; ENA, promotion Robert Badinter (2011).

Ingénieur de recherche à Cerego Japan (2000-2002) ; ingénieur contractuel au ministère de la Défense (2003-2008) ; rapporteur de la mission dirigée par Paul Champsaur sur la transition vers le très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre (2013-2014) ; auditeur puis conseiller référendaire à la Cour des comptes (2011-2015) ; conseiller affaires économiques et financières auprès du Coordonnateur national du renseignement (2015-2019) ; avocat général à la Cour des comptes (janvier 2019-septembre 2021).

Autre(s) activité(s) en cours : Chargé de cours en finances publiques à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (depuis 2012).

long de 2022, pour doubler de taille » précise Gabriel Ferriol. La vocation de ce véritable phare de vigie dressée sur les eaux tourmentées des vastes océans numériques est de repérer les « manipulations de l'information » qui se manifestent de « principalement sur les réseaux sociaux », c'est-à-dire « l'ensemble des actions qui ne sont pas authentiques, émanant de robots, ou les messages amplifiés artificiellement et qui desservent nos intérêts ». S'il se défend de faire de la « surveillance généralisée », c'est que Gabriel Ferriol entend faire procéder ses équipes de la façon suivante : « on cible des points d'intérêt pour nos enjeux fondamentaux, que l'on surveille plus attentivement ». Par exemple les informations qui circulent en période électorale. L'agence n'est pas seulement un observatoire fortifié mais entend acquérir une capacité opérationnelle forte : « quand on trouve quelque chose, on essaie de com-

C'est à cela qu'on reconnaît un chef : quand on lui demande de parler de lui, il vous parle des autres. Son parcours il y reviendra certes, plus tard dans l'entretien, il égrènera comme en passant les quelques titres et expériences qui justifient sa légitimité à son nouveau poste, mais l'essentiel semble ailleurs. Aujourd'hui il n'a d'yeux que pour son bébé, Viginum, né à l'état civil sous le nom complet d'agence française de lutte contre les ingérences numériques étrangères. Le préfet Stéphane Bouillon, Secrétaire Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN), et le magistrat de la Cour des comptes Gabriel Ferriol, ont l'immense joie de vous annoncer la naissance du nouvel outil du gouvernement pour lutter contre la déstabilisation sur Internet...

En service depuis la mi-octobre, la structure est encore en pleine construction, employant à ce jour une vingtaine de personnes : « on va monter en puissance tout au

prendre comment fonctionnent les adversaires, qui sont-ils : c'est le plus difficile à l'ère des menaces hybrides car il faut identifier d'où cela vient précisément, pour pouvoir faire comprendre à l'assaillant qu'on l'a identifié ». On brûle d'en savoir plus. Derrière la langue de bois, Gabriel Ferriol s'amuse à pratiquer le message crypté. « Quand on soupçonne un pays, il ne toujours être impliqué, je préfère donc ne pas m'étendre... disons que ce sont rarement des démocraties, et plutôt des pays qui affichent une véritable volonté de puissance. » Une fois identifiée l'origine de la menace, Viginum joue alors un rôle de coordination, pour activer les canaux diplomatiques ou sécuritaires qui s'imposent. Et tente enfin, du mieux qu'elle peut, de « neutraliser l'attaque » en cherchant au moins à ralentir la diffusion des messages et contenus malveillants : « à ce moment on informe les médias, on travaille avec les plateformes » détaille Gabriel Ferriol avec la précision méticuleuse d'un pâtissier qui démoule lentement le fruit de son labeur, tout juste sorti du four. Il s'active encore d'ailleurs à en consolider le cadre juridique, à travers notamment de longues tractations avec la CNIL, et vient de nommer un comité éthique et scientifique, pour « éviter tout fantasme ou toute incompréhension ». Et réfléchit déjà à accélérer la coopération avec les services étrangers faisant face à une menace commune : les États-Unis, les Pays-Bas, l'Allemagne... se sont déjà dotés de services comparables à Viginum. Ce faisant donc, Gabriel Ferriol poursuit cette fois avec les moyens de l'État et sur des sujets fortement régaliens la grande ambition de sa jeunesse, quand il s'affairait à Tokyo dans l'univers fleurissant des startups informatiques. S'entourer d'une équipe aussi efficace que resserrée, bidouiller des outils nouveaux, anticiper l'évolution du marché... au fond, ne fait-il pas presque la même chose qu'il y a vingt ans ? L'éclatement de la bulle Internet, entre autres, avait alors convaincu le jeune ingénieur de l'époque, formé aux télécom et à l'ingénierie de la communication, de regagner l'Hexagone. Il s'était alors engagé comme contractuel au ministère de la Défense, avant de passer l'ENA en 2012 pour gagner en mobilité, puis de pousser la porte de la rue Cambon. « Je n'avais pas forcément anticipé, plus tôt, d'entrer à la Cour des comptes, mais j'y ai trouvé un univers austère et sérieux... or ce ne sont pas des valeurs avec lesquelles je suis mal à l'aise, pour le dire avec un euphémisme ! »

Il a conservé, au terme de cette constellation d'expériences, une admiration sans bornes pour les serviteurs de l'État rencontré aux différents carrefours qu'a desservis sa route : « ce sont des gens de l'ombre », s'exclame-t-il, « des gens qui consacrent une énergie démentielle aux autres sans que les bénéficiaires de leurs services s'en rendent compte : quand on va chez le médecin on a quelqu'un à remercier, mais dans l'appareil régalien le dévouement est caché, les gens que l'on sauve n'auront jamais conscience du malheur qu'on leur a épargné ». Cette discrétion consubstantielle à son engagement le rend d'autant plus qualifié pour mener à bien, les yeux rivés dans le périscope de Viginum, sa nouvelle mission de policier de la toile. ■